

Le COVID-19, un désastre pour les Palestiniens du Liban

Description

Dalal Yacine, 27 avril 2020



Vaporisation de désinfectant pour des femmes    l  entr  e du local d  une association dans le camp de réfugiés de Shatila    Beyrouth.
Mohamed Azakir / Reuters

Le Liban a récemment confirmé le premier cas de COVID-19 parmi les [réfugiés palestiniens](#) qui sont dans le pays.

C  est    Wavel, un camp de réfugiés situé dans la vallée de la Bekaa, près de Baalbek. Après le transfert du patient pour qu  il soit traité    l  H  pital de l  Universit   Rafik Hariri de Beyrouth, Bachir Khodr, le chef du gouvernorat de Baalbek-Hermel, a annoncé que le camp serait [fermé et surveillé](#) par les forces de sécurité libanaises.

Bien que le nombre de [cas confirmés](#) de COVID-19 au Liban ait dépassé 700 le 27 avril et qu  un confinement national ait été institué en mars, aucune fermeture de sécurité n  a été imposée ailleurs. L  annonce est le reflet de décennies d  oubli de la sécurité des Palestiniens au Liban et va rendre les [difficultés de vie](#) existantes des réfugiés palestiniens encore plus dures.

Le confinement a été [déclaré](#) le 15 mars. Les mesures d  urgence sont prévues pour durer un certain temps.

Les autorités libanaises ont aussi adopté un certain nombre de mesures de prévention pour éviter une diffusion rapide du virus, avec notamment un [plan de secours](#) aux familles pauvres.

Exclusion des réfugiés

Les réfugiés palestiniens et syriens ne sont toutefois pas éligibles    ce soutien qui ne concerne que les citoyens libanais.

Il y a plus de 475 000 réfugiés palestiniens au Liban    qui ne sont pas considérés comme des citoyens    et [deux tiers](#) d  entre eux sont pauvres.

Plus de 60 000 personnes [vivent](#) avec moins de 2 dollars par jour (1,8   ) et dépendent de subventions et d  assistance trimestriels fournis par l  UNWRA, l  agence de l  ONU pour les réfugiés palestiniens, d  environ 50 dollars (46  ) par personne et par trimestre.

Cette aide était plus ou moins suffisante pour répondre aux besoins alimentaires avant qu'une [crise économique](#) ne démarre l'année dernière, sans parler d'une épidémie mondiale. Et le confinement qui vaut pour les camps de réfugiés comme pour le reste du pays a frappé particulièrement fort les revenus des réfugiés.

Les réfugiés palestiniens au Liban font face à des [restrictions juridiques](#) qui limitent leur droit au travail. Étant donné que la plupart dépendent d'un travail au jour le jour payé en espèces, le confinement national a un impact dévastateur sur leurs conditions de vie.

Au début de la pandémie de COVID-19, l'UNWRA a mis en place un plan d'urgence dans le cadre duquel l'agence a fermé ses services, a commencé des campagnes de sensibilisation dans les camps de réfugiés et regroupements palestiniens au Liban et a annoncé qu'elle couvrirait [90%](#) des dépenses de santé liées aux tests et au traitement du COVID-19.

Mais finalement, le plan n'a pas inclus d'embellir une provision permettant d'améliorer les conditions économiques des réfugiés souffrant de la fermeture.

En mars, l'UNWRA a alors lancé un [appel urgent](#) à un financement complémentaire de 14 millions de dollars (12,8 millions €) en réponse au COVID-19.

Mais l'appel n'a pas reçu des gouvernements dans le monde la réponse désirée.

Selon Sami Mushasha, un porte-parole de l'UNWRA, au 10 avril l'agence n'avait reçu [qu'à peine environ un quart](#) du montant souhaité. Elle a été forcée de drainer des fonds d'autres programmes.

Les caisses de l'UNWRA pratiquement vides

L'UNWRA luttait déjà pour maintenir ses programmes. En 2018, l'administration Trump a coupé le financement américain. Les États-Unis ayant été le plus important donateur de l'agence avec 360 millions de dollars d'aide l'année (331,4 millions €) cette décision a considérablement réduit les moyens de l'agence.

Le 17 mars, Mara Kronenfeld, la nouvelle directrice exécutive de l'UNWRA USA et un groupe de soutien à l'agence s'est [adressée](#) à un sous-comité d'aide étrangère à la Chambre des représentants des USA. Kronenfeld a appelé le Congrès des États-Unis à rétablir le financement de l'agence au niveau antérieur.

Elle a aussi demandé assistance pour aider l'agence à faire face au COVID-19 dans ses centres de santé.

Kronenfeld a expliqué que l'UNWRA était dans une « situation financière dramatiquement désastreuse ». L'agence a commencé l'année avec une dette de 55 millions de dollars (50,6 millions €). L'agence n'a reçu ce jour que des promesses de 299 millions de dollars (275 millions €) qui ne représentent qu'une partie de son budget annuel de 1,4 milliards de dollars (1,2 milliards €).

En dépit des dangers de la pandémie, il n'y a pas eu pour le moment d'aide de Washington.

Et même lorsqu'une aide d'urgence est fournie, elle est insuffisante. Un certain nombre de gouvernements ont récemment apporté 5 millions de dollars à l'UNWRA (4,6 millions à?). Une partie de ces fonds sera allouée aux cas les plus critiques au Liban. Pour autant, la majorité des réfugiés palestiniens du pays est peu susceptible de recevoir de l'aide.

La combinaison de la crise économique du Liban et du COVID-19 affaiblira encore la situation déjà précaire des réfugiés. L'incapacité de l'UNWRA à fournir des services et un soutien suffisants a rendu des milliers de réfugiés palestiniens vulnérables face à la faim et à la pauvreté.

Mais la crise actuelle s'inscrit dans un schéma plus ancien de réduction des services de l'UNWRA qui a commencé bien avant la présidence de Donald Trump. L'attitude des États Unis vis-à-vis de l'UNWRA est en ligne avec la [position d'Israël](#) qui vise le démantèlement de l'agence.

Le COVID-19 a mis en évidence l'incapacité de l'agence à répondre aux besoins des réfugiés palestiniens et a aussi révélé le niveau sans précédent de l'extrême pauvreté qui sévit parmi eux.

« J'ai senti l'odeur de la faim dans les camps »

Mais l'UNWRA n'est pas la seule instance responsable des réfugiés.

L'Autorité Palestinienne à Ramallah, qui prétend être responsable des camps de réfugiés au Liban, a laissé les réfugiés se débrouiller tout seuls.

L'Ambassade de l'AP à Beyrouth a accepté de couvrir les 10% restant du coût des traitements pour les réfugiés ayant contracté le virus. Mais il reste encore à l'AP d'annoncer qu'elle fournira une quelconque aide économique.

Mahmoud Abbas, le président de l'AP, a été forcé de réagir à une annonce du Hamas disant avoir [alloué](#) 500 000 dollars (460 000 à?) aux réfugiés palestiniens du Liban. Abbas a, du coup, donné sur ses fonds personnels, [11 000 rations](#) de nourriture à distribuer aux familles pauvres des camps de réfugiés et regroupements palestiniens au Liban.

Les organisations non gouvernementales palestiniennes qui travaillent dans les camps de réfugiés ont aussi été forcées de rediriger les budgets de certains programmes en réponse à la pandémie. Ces fonds soutiennent des familles qui ont été affectées du point de vue économique par la fermeture.

Kalidat Hussein qui dirige Tadamon, une organisation qui œuvre pour les droits des femmes dans les camps de réfugiés au Liban, a dit à l'Electronic Intifada quel point la pauvreté et la misère s'étaient accrues.

« J'ai senti l'odeur de la mort par le passé, comme à Tel al-Zaatar » a dit Hussein, se référant au siège imposé aux réfugiés palestiniens par les milices chrétiennes libanaises en 1976. Mais c'est la première fois que j'ai senti l'odeur de la faim dans les camps ».

Les responsabilités de l'UNWRA ne s'arrêtent pas à simplement couvrir les coûts du traitement des réfugiés atteints de COVID-19. L'agence doit être à la hauteur de son mandat en assurant l'accès à une quantité suffisante de nourriture, en mettant en œuvre un plan de prévention en santé et en fournissant une assistance économique aux réfugiés.

De même, l'AP et l'Organisation de Libération de la Palestine, qui prétendent représenter les Palestiniens où qu'ils soient, ne peuvent pas abandonner des Palestiniens vulnérables pendant une pandémie.

La diffusion du COVID-19 n'a pas révélé la fragilité des réfugiés palestiniens au Liban. Elle était déjà connue.

La pandémie a cependant montré que les gouvernements et institutions les plus puissants du monde ainsi que les autorités libanaises et palestiniennes ont échoué à protéger les réfugiés.

Les conséquences de cette indifférence sont maintenant plus claires alors que les réfugiés palestiniens du Liban sont confrontés de plein fouet à un désastre humanitaire.

Dalal Yassine est conseillère en science politique à Al-Shabaka, le réseau de politologie palestinien.

Traduction : SF pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2020/04/29